



Vers l'égalité entre femmes et hommes : un chemin qui se construit pas à pas

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement ont permis d'atteindre globalement les objectifs proposés en termes de réduction de la pauvreté, d'accès à la santé et à l'éducation, notamment pour les filles. Dans ce sens, l'amélioration de l'accès des filles aux droits fondamentaux vise à réduire une brèche fondamentale pour atteindre la construction des rapports plus égalitaires entre les femmes et les hommes. Mais, est-ce suffisant ?

Sans doute pas. Il est frustrant de constater que, malgré toutes les avancées réalisées dans la direction des relations plus égalitaires entre femmes et hommes, des inégalités persistent dans les divers domaines qui concernent la sphère privée et la sphère publique, ici comme ailleurs.

En effet, nous pourrions avoir une tendance à penser qu'une certaine égalité est acquise dans les pays du Nord, mais les chiffres démontrent le contraire. Malgré les efforts pour la réduction de l'écart salarial entre femmes et hommes, les femmes gagnent en moyenne 15 % moins que les hommes dans les pays de l'OCDE. En Suisse cette différence est de 19,5 % pour le secteur privé et 16,6 % pour le secteur public. Cela représente un obstacle majeur, en partie expliqué par des facteurs structurels liés au niveau et au choix de formation, ou encore au travail à temps partiel surtout exercé par les femmes. Cependant, une grande partie de cet écart s'explique par les discriminations directes auxquelles les femmes sont victimes en raison de leur sexe. Ces discriminations dans l'accès aux revenus sont bien plus marquées dans les pays où nous intervenons, notamment en milieu rural.

Sous un autre angle, selon l'ONU, 70 % des femmes sont victimes de violences conjugales dans le monde. L'estimation mondiale concernant le viol est qu'une femme sur cinq sera victime de viol ou de tentative

de viol au cours de sa vie. Pour une femme âgée entre 15 et 44 ans, le viol et la violence conjugale représentent un risque plus grand que le cancer, les accidents de la route, la guerre et le paludisme réunis.

Les politiques publiques menées pour éradiquer les violences contre les femmes ainsi que les inégalités de genre sont aujourd'hui, plus que jamais, d'actualité.

C'est pourquoi GeTM reste persuadée que l'égalité entre femmes et hommes conditionne les changements sociétaux et institutionnels propices à un développement durable, reposant sur l'égalité des droits, ainsi que des responsabilités et des opportunités pour chacune et chacun. Pour GeTM, la promotion de l'égalité nécessite d'accorder une attention particulière aux besoins et aux aspirations des femmes, des filles et des adolescentes, mais de travailler également sur les modèles de la masculinité. Par la promotion de l'égalité de genre, GeTM vise la construction de structures sociales et culturelles plus équitables.

Les pages suivantes illustrent, avec des exemples concrets, la promotion des droits et l'empowerment des femmes en Colombie, au Brésil et au Togo. Nous y soutenons aussi bien des groupements qui s'activent pour un accès à des revenus dignes que des mouvements qui militent pour la transformation des politiques publiques et pour une présence active dans les espaces de décision.

Maria Luiza Vasconcelos
Membre du Comité

Brésil

Un projet pilote reconnu au niveau mondial

Un projet de construction de citernes en zone semi-aride, dont le projet pilote a été soutenu par GeTM au Brésil entre 2004 et 2010, remporte un prix international remis par le World Future Council, dans le cadre de la Conférence des Nations Unies contre la désertification et devient une référence mondiale.

Entre 2004 et 2010, GeTM a soutenu le CF8 - Centre Féministe 8 Mars- qui a contribué à la mise en place d'un programme de construction de citernes pour récolter l'eau de pluie dans les régions semi-désertiques du « Nordeste » brésilien.

Ce projet, conçu à partir d'un modèle classique de distribution des tâches, où les hommes étaient formés et payés pour construire des citernes familiales et où les femmes fournissaient le travail bénévole (apport d'eau, repas, etc.) a été modifié de fond en comble à l'initiative de notre partenaire. En effet, le CF8 s'est tout de suite aperçu que ce projet venait ainsi valoriser les hommes et reléguait les femmes aux tâches moins valorisantes, en creusant encore les différences de genre dans un contexte rural déjà très marqué par le machisme et le manque d'autonomie des femmes.

Le CF8, soutenu par GeTM, a proposé un projet novateur et révolutionnaire qui donnait aux femmes la possibilité d'accéder à une formation technique et à un salaire digne. Un premier projet pilote a permis de former 12, puis 24 "cisterneiras" (appellation donnée aux femmes chargées de la construction des citernes), qui sont ensuite devenues formatrices et qui ont construit plus de trois cents citernes familiales. Les services de l'État ont revu la technologie à utiliser, pour qu'elle soit mieux adaptée aux ressources disponibles. Les hommes ont apporté le travail bénévole, soit le forage des puits, l'apport du sable et le transport des matériaux. La construction de citernes par les femmes a permis de déconstruire plusieurs tabous en lien avec les compétences et la place des femmes dans la communauté rurale. Par la suite, le CF8 a reçu le mandat du gouvernement brésilien de former plus de mille "cisterneiras", dans les 6 états du « Nordeste » concernés par la désertification. Par ce soutien, GeTM a contribué à consolider une politique publique qui permet encore aujourd'hui l'accès durable à l'eau potable pour les familles rurales des régions semi-arides.

C'est justement cette politique publique largement inspirée du projet du CF8, et fortement enrichie par les apports de la société civile qui vient d'être considérée comme l'une des initiatives les plus importantes dans le monde dans la lutte contre la désertification. Le World Future Council relève la coopération réussie entre les organisations de la société civile, regroupées dans l'ASA -Articulation pour les zones semi-arides, et les services de l'État. Ce programme est devenu une politique nationale efficace de lutte contre la désertification.

Pour GeTM, ce prix légitime sa propre vision institutionnelle, qui mise sur la durabilité et le long terme et sur l'autonomisation des bénéficiaires qui deviennent acteurs de leur propre développement. C'est aussi la construction des partenariats forts avec des organisations bien ancrées dans la société civile qui permettent d'influencer des politiques publiques efficaces et pertinentes.

GeTM est très fière d'avoir soutenu un projet pilote, qui a permis non seulement d'apporter une solution pérenne d'accès à l'eau dans des régions semi-arides permettant de développer des zones d'agriculture familiale, mais également d'avoir permis de repenser les relations de genre au sein de la famille et de la communauté en donnant aux femmes un rôle prépondérant dans la gestion de l'eau et dans leur communauté.

Alejandro Mackinnon
Secrétaire Général



Montage d'une citerne en mars 2004

Colombie

L'égalité des genres : un élément essentiel pour la construction d'une paix durable

Entretien avec Ana María Berrío Ramirez, Coordinatrice de projets chez Vamos Mujer, qui apporte un appui psychosocial aux femmes ayant subi des violences, et soutien leurs initiatives économiques et productives. Elle nous parle de l'approche genre de son organisation et de l'importance de cette thématique dans le contexte du post-conflit en Colombie.

En quoi consiste l'approche d'équité et égalité de genre chez Vamos Mujer ?

L'approche genre de Vamos Mujer prend racine dans les luttes, conquêtes et postulats éthiques et politiques du féminisme. Il s'agit d'une approche intersectionnelle – qui réfute le cloisonnement et la hiérarchisation des différentes formes de domination ou discrimination que sont le sexe/genre, la classe, la race, l'ethnicité, l'âge, le handicap et l'orientation sexuelle ; interconnectée avec d'autres problématiques – droits humains, protection de l'environnement, etc.

Cette approche nous permet d'analyser et de comprendre comment la société appréhende ce qu'est une femme et ce qu'est un homme ; et quelles sont les attentes culturelles vis-à-vis de ces rôles de genre, qui sont assignés et transmis de génération en génération. Elle permet de révéler des relations de genre inégales et leur impact sur la vie des femmes, qui subissent des désavantages, des inégalités d'opportunités et des discriminations. Mais également d'interroger la masculinité, c'est-à-dire, ce qu'implique pour les hommes de porter le poids du pouvoir dans toutes ces manifestations.

Seule une compréhension fine de ces constructions sociales et culturelles qui fondent les inégalités des genres permet d'œuvrer pour proposer des alternatives. Une transformation des mythes, dogmes et valeurs qui sont à la base des inégalités de genre est nécessaire si nous voulons tisser des relations plus respectueuses et égalitaires entre nous, mais aussi avec notre environnement.

Dans les contextes dans lesquels Vamos Mujer intervient, l'approche genre permet aussi d'identifier les mécanismes, ressources et capacités dont disposent les femmes pour transformer leur rapport au monde, tant dans la sphère publique que dans la sphère privée. Ainsi, chaque situation

de la vie quotidienne est une opportunité pour désapprendre et réapprendre, pour transformer des comportements et des attitudes et ainsi contribuer à construire une société et une culture plus justes pour toutes et tous.

Pourquoi l'équité et l'égalité de genre sont des éléments essentiels à la construction d'une nouvelle paix stable et durable ?

Parce que la construction de la paix implique de travailler pour permettre des conditions de vie dignes, pour toutes et tous, et donc de lutter contre les inégalités. Une paix durable est impossible si l'on ne met pas un terme aux violences de genre envers les femmes et si elles ne peuvent pas participer aux décisions stratégiques sur leurs territoires.

Ceci implique nécessairement de transformer le système culturel colombien, qui rend possible, naturalise et légitime la violence quotidienne envers les femmes et l'exploitation de leur corps, les inégalités sociales, économiques et politiques entre hommes et femmes, et l'exclusion des femmes des espaces de prise de décision concernant l'avenir sur leurs territoires...

Les femmes ont dû lutter et résister pour rester sur leurs territoires pendant le conflit armé. Elles ne peuvent donc pas être écartées du processus de construction de la paix. Au contraire, elles jouent un rôle clé dans la reconstruction du tissu social et dans la mise en œuvre de propositions de développement sur leurs territoires.

Maria A. Muñoz
Chargée de projets

Retrouvez cet interview en intégralité sur www.getm.ch/vamos-itw

Genève Tiers-Monde

Membre de la FGC et d'APRES-GE
Rue de Villereuse 6
1207 Genève

Téléphone : 022 329 6768

Courriel : info@getm.ch

www.getm.ch

CCP : 12-1114-7

IBAN : CH98 0900 0000 1200 1114 7

Imprimé en 600 exemplaires



Retrouvez-nous sur Facebook !



Dégustation de jus de fruits dans une boutique de Sokodé

Togo

Les fruits de la solidarité

Depuis novembre 2016, GeTM et Acting for Life soutiennent un projet du GRADSE de transformation de fruits qui vise à mieux valoriser les vergers traditionnels de 47 villages producteurs de mangues et d'ananas, en exploitant les surplus de fruits en produits dérivés (jus de fruits, purées, compotes et sirops).

Avant le démarrage du projet, les vergers n'étaient que peu valorisés et souffraient de pertes post-récoltes importantes et de surplus qui n'étaient pas valorisés faute de débouchés existants. En effet, le GRADSE estime que sur la récolte de mangues, près de 60 % se détérioraient dans les plantations et sur les aires de marchés, alors que sur les 40 % restants, seuls 25 % étaient réellement commercialisés. D'un autre côté, on constate des carences en vitamines au sein des populations défavorisées notamment en milieu urbain, principalement liées à des régimes alimentaires peu diversifiés.

Le projet répond donc de manière complémentaire à ces deux problématiques, d'une part, en valorisant des ressources non exploitées par la transformation en jus et autres dérivés, contribuant ainsi à consolider leurs revenus. Il fournit également aux populations locales des produits accessibles et de qualité, permettant de diversifier les régimes alimentaires tout au long de l'année. Pour ce faire, une vingtaine de femmes se sont organisées autour de la coopérative Nini Kérégué, chargée de la transformation et de la commercialisation des produits transformés. Ce projet valorise ainsi le rôle des femmes dans l'économie locale en leur offrant les outils et les compétences pour assurer de manière autonome une activité reconnue et rémunérée. Les activités de transformation leur étaient auparavant confiées dans un cadre familial sans que ce travail soit rémunéré ou valorisé. Les membres de la coopérative ont bénéficié de formations (vie associative, principes coopératifs, outils de gestion,

bonne gouvernance et leadership). Elles ont également suivi une formation technique à l'élaboration de jus de fruits sans additif (sans colorants et conservateurs), au marketing et à la gestion entrepreneuriale. En marche depuis 8 mois, l'unité de transformation a déjà produit plus 6 000 bouteilles de jus (mangues, ananas et gingembre) et près de 500 litres de purée de mangues.

Ce projet répond donc aux besoins locaux en matière de moyens, de formation et d'organisation pour assurer la souveraineté alimentaire du Togo. Il se concentrera, dans les prochains mois, à trouver des débouchés pour la production au sein de circuits courts de commercialisation. Une campagne de sensibilisation des populations locales sur les bienfaits des dérivés de fruits permettra de stimuler la consommation de ces produits. Ces efforts seront complétés par la négociation de partenariats publics et privés avec des boutiques, des restaurateurs, ou encore des hôpitaux, des écoles, et des maternités. Une série de dégustations ont d'ores et déjà été organisées afin d'assurer la promotion de ces produits, et ont permis de réajuster le processus de fabrication en fonction des goûts des consommateurs.

Ce projet lancé il y a tout juste un an a donc débuté avec succès, valorise déjà la place des femmes au sein de la société locale et contribue à la souveraineté alimentaire, en proposant des produits sains et de qualité nutritionnelle.

Florian Tissot
Chargé de communication